

A Rio, l'olympisme dans l'impasse

BILAN Moins catastrophiques qu'annoncé, les Jeux olympiques d'été 2016 ont mis au jour quatre problèmes que le CIO devra résoudre: le dopage, la désaffection des volontaires, le surdimensionnement des équipements et la gestion de l'héritage



JEAN-LOUP CHAPPELET
PROFESSEUR A
L'IDHEAP

Les Jeux olympiques et paralympiques 2016 se sont déroulés l'été dernier à Rio de Janeiro. Ils marquent un tournant important dans la longue histoire olympique. Avec quelques mois de recul, mais sans statistiques complètes, quels enseignements en tirer?

Les Jeux se sont déroulés sans incident important malgré les nombreux points négatifs signalés jusqu'à la veille de leur ouverture et même pendant: inauguration de la ligne de métro vers le parc olympique de Barra quelques jours seulement avant le début des compétitions; écroulement d'une section de la piste cyclable en bord de mer; malfaçons dans certains immeubles du village olympique; lancement d'une enquête sur des corruptions possibles dans la construction des installations olympiques; effondrement d'un ponton du site des épreuves de voile et pollution de la baie où elles se déroulaient; coups de feu dans un centre de presse; trésorerie défaillante des organisateurs; budget incertain des Jeux paralympiques; etc. Plusieurs problèmes avec le dopage, les volontaires, les billets et l'héritage se sont fait jour sur lesquels nous reviendrons plus loin car ils peuvent affecter l'image et la conception même de l'organisation des Jeux.

Un contexte défavorable inédit

Les six derniers mois des préparatifs et les Jeux eux-mêmes se sont déroulés dans le cadre d'une crise politique et économique extrême, jamais expérimentée par une ville et un pays hôte des Jeux. Quelques semaines avant l'ouverture, la présidente de la République brésilienne a été suspendue (puis destituée après les Jeux), ce qui a entraîné un changement de gouvernement fédéral et de ministres, le ministre des Sports chargé des Jeux devant même être remplacé durant cette phase où l'attribution de financements fédéraux était cruciale. Les Jeux furent ouverts par l'ancien vice-président devenu président qui prononça la phrase rituelle d'ouverture des Jeux sous les huées.

Du point de vue économique, le projet des Jeux se déroula pour l'essentiel dans une période de profonde récession alors qu'il avait été attribué, en 2009, quand le Brésil bénéficiait depuis quelques années d'une très forte croissance. Cette récession économique empêcha le public brésilien d'acheter des billets dont les prix étaient beaucoup trop élevés par rapport



Pas d'incident notoire ne s'est passé à Rio, mais les Jeux présentent une liste de points négatifs qui font de l'ombre à l'olympisme. (RICARDO MORAES/REUTERS)

au niveau de vie et, plus grave, suscita des questions sur le bien-fondé de financer le projet olympique plutôt que des investissements dans les hôpitaux ou les écoles.

Le catastrophisme médiatique

Enfin, les médias du monde entier affirmèrent que le virus Zika, qui provoque des malformations très graves chez les fœtus, mettait en danger la tenue des Jeux. La polémique devint si intense que de nombreux médecins appelèrent à l'annulation ou au report des Jeux, alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclarait officiellement que le risque était très faible et que de nombreux cas d'infection au virus Zika étaient signalés dans divers pays d'Amérique du Sud et même en Floride! Des médecins brésiliens affirmaient, eux, que l'éradication du moustique de la dengue était beaucoup plus vitale au Brésil, alors que la province de Rio mettait en œuvre des moyens importants pour lutter contre le moustique transmetteur du virus Zika. Finalement, l'OMS indiqua après les Jeux qu'aucun cas déclenché par le virus Zika n'avait été signalé.

Ce dernier exemple montre la propension des médias – parfois injuste – à rapporter de «mauvaises nouvelles» durant les six derniers mois de préparation, comme des risques sanitaires, financiers ou simplement des retards de construction que connaissent la plupart des projets

olympiques. Ces nouvelles qui se reflètent négativement sur l'organisation sont habituellement contrebalancées à l'approche du début des Jeux par le récit du relais de la flamme olympique qui parcourt le pays hôte. Ce reportage n'a pas eu cet effet au Brésil car, au contraire, il a souvent été l'objet de polémiques sur le bien-fondé des Jeux et a même été brièvement interrompu à plusieurs reprises à cause de démonstrations locales.

La sympathie ne suffit plus

Globalement, ces crises politiques, économiques, sanitaires ou organisationnelles – même mineures, voire totalement exagérées – ont abîmé l'image des Jeux et sûrement pas incité des villes et des pays à être candidats à leur organisation future. En effet, alors même que le Brésil et Rio espéraient y gagner notamment une image positive, c'est plutôt une image négative qui était propagée mondialement. La responsabilité de cette situation est en partie due à une malchance certaine (crise politique et économique concomitante), mais aussi à une mauvaise communication qui aurait pu mieux anticiper et mettre en perspective les problèmes rencontrés (comme à d'autres éditions des Jeux).

Les organisateurs se sont rendu compte trop tard que la caisse de résonance olympique fonctionnait dans les deux sens. Et le fait que les Jeux étaient organisés pour la première fois en Amérique du Sud, et pour une rare occasion dans un

pays non occidental (à part Mexico 1968, Moscou 1980 et Pékin 2008), n'était plus considéré comme un défi sympathique pour renforcer l'universalité des Jeux, mais plutôt comme un mandat à faire aussi bien (et, si possible, pareil ou mieux) que les éditions précédentes dans des pays hyper-développés.

Cette attribution des Jeux à Rio, et donc à l'Amérique du Sud, a en effet été la principale raison de la victoire, en 2009, de la métropole brésilienne contre les candidatures très qualifiées de Chicago, Madrid et Tokyo. Le président Obama, qui s'était déplacé pour

Los Angeles, entre un soutien étatique fort et des perspectives commerciales très bonnes, que sur le «meilleur» dossier.

Atteintes à la «marque» olympique

Reste que les Jeux de Rio ont mis au jour quatre problèmes qui doivent être résolus pour que des éditions futures soient globalement positives et pour que la «marque» olympique reste attractive. Premièrement, le dopage d'Etat dénoncé en Russie n'a pas conduit le CIO à exclure l'équipe russe (contrairement au Comité international paralympique qui

Pour 2024, le choix se fera plus entre l'Europe et les Etats-Unis (Paris ou Los Angeles), entre un soutien étatique fort et des perspectives commerciales très bonnes, que sur le «meilleur» dossier

présenter la candidature de sa ville devant le CIO (Comité international olympique), déclarait récemment que la décision avait été arrangée. Cette déclaration montre une mauvaise compréhension de la nécessité pour les membres du CIO de faire des choix contrastés entre, ici, de nouveaux pays avec leurs opportunités et incertitudes contre des dossiers et des villes plus classiques. Pour 2024, le choix se fera plus entre l'Europe et les Etats-Unis (Paris ou

empêcha sa participation aux Jeux du même nom) et a laissé aux fédérations sportives internationales (FI) le soin d'accepter ou non les athlètes russes en fonction de critères variables selon chaque FI. Cette décision, quelques jours avant les Jeux, fut un désastre de communication car elle instilla un doute sur l'intégrité des compétitions olympiques et sur l'utilité des lanceurs d'alerte, notamment les révélations faites par le couple Stepanov que les Russes considé-

raient comme des traîtres. Ce problème a impulsé fin 2016 un début de réforme du système mondial antidopage pour le rendre plus indépendant des agences nationales antidopage et des fédérations sportives.

Deuxièmement, près de 30% de volontaires ont fait défection pendant les Jeux, beaucoup plus que depuis qu'il est fait appel en masse au volontariat pour accueillir les participants et les spectateurs (c'est-à-dire depuis 1984). Ces défections sont dues, en grande partie, aux mauvaises conditions offertes à ces personnes qui donnent de leur temps et sont aujourd'hui indispensables à l'organisation et à l'image des Jeux. Il faudra désormais mieux soigner leur traitement, notamment dans les pays où une tradition de volontariat n'est pas bien implantée.

Distinguer l'organisateur et le légataire

Troisièmement, l'expérience olympique vécue par les spectateurs olympiques n'a pas été bonne. De très nombreux sièges sont restés vides durant les compétitions du fait du prix trop élevé des billets et de queues décourageantes, mais aussi du fait de la taille exagérée des tribunes de la plupart des arènes. Des tailles plus petites ne nuiraient pas à l'atmosphère (l'audience est surtout télévisuelle et sur Internet), mais surtout permettraient des économies importantes sur la construction des sites (ou l'aménagement de sites existants) et aussi sur les infrastructures (provisaires) d'accueil des spectateurs qui grèvent le budget du COJO (comité d'organisation des Jeux) sans qu'il bénéficie des revenus correspondants si les billets ne se vendent pas. De plus, une gestion plus centralisée de la billetterie s'impose pour éviter toute surenchère sur certains billets ou même le marché noir.

Finalement, Rio a démontré qu'il était difficile à un COJO de se préoccuper pleinement de l'héritage des Jeux et du patrimoine qu'ils laissent à la ville car ces organisateurs sont naturellement concentrés sur la livraison des Jeux à temps et sont des organismes éphémères qui disparaissent après leur clôture. Il vaudrait bien mieux confier l'héritage des Jeux à un autre organisme, financé par les pouvoirs publics locaux, régionaux et nationaux qui devront gérer pour la population le patrimoine laissé à long terme. A Rio, la rénovation de la zone portuaire – rebaptisée «boulevard olympique» – sous l'égide de la ville sera un patrimoine beaucoup plus significatif que le parc olympique de Barra ou que celui de Deodoro avec ses installations éloignées et surdimensionnées construites pour le COJO. ■